

Pierre GRAPPIN

Professeur à la Sorbonne

Un an après...

À la fin d'octobre 1961 quelques universitaires parisiens prirent une décision exceptionnelle : alors que nous tenions à respecter dans notre enseignement les opinions de tous nos étudiants, un certain nombre de collègues se sont sentis obligés, à ce moment, de sortir de leur réserve pour protester publiquement, avant leur cours, contre la répression sanglante de la manifestation du 17 octobre à Paris.

Ce jour-là les travailleurs algériens, rassemblés sur les boulevards, avaient été non pas dispersés mais matraqués et assommés en grand nombre. Les éléments de la police chargés de cette action poursuivaient dans les rues tout ce qui ressemblait à un arabe, assommaient et tuaient des êtres sans défense, pour la seule raison qu'ils étaient Algériens. On tentait de transporter en France les méthodes de violence raciste incontrôlées qui sévissaient en Algérie; le goût du sang, la sauvagerie aveugle tendaient à faire la loi. Les plus mauvais souvenirs de l'hitlérisme revenaient en mémoire.

Beaucoup d'entre nous doivent se rendre à l'évidence; en France, dans le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme, on persécutait et martyrisait des êtres humains simplement parce qu'ils étaient Algériens. Le pouvoir semblait indifférent à ces actes; l'opinion, lassée, allait céder à l'intimidation de la terreur. Cela, du moins, devait être dénoncé; il n'était plus possible de se taire. C'est pourquoi nombreux furent parmi nous ceux qui, malgré leur répugnance à sortir de notre traditionnelle neutralité, se décidèrent à parler publiquement devant tous leurs étudiants. C'est qu'alors il ne s'agissait plus de défendre une opinion contre une autre, une forme de gouvernement ou une théorie politique, mais tout simplement de dire qu'on foulait aux pieds les lois les plus élémentaires de la civilisation. Les principes mêmes de la vie en société, la différence entre le droit et la force.

DES ce moment les bandes envoyées d'Algérie par l'O.A.S. pour essayer de terroriser aussi la métropole s'en prirent à ceux de nos collègues qui s'étaient mis en avant, qui avaient condamné publiquement le racisme et la tentative d'imposer en France le règne de la violence. Au début de novembre un collègue de la Faculté des Sciences vit son appartement entièrement détruit par une charge de plastic. La réplique fut, le 15 novembre, la fermeture, unanimement décidée, des Facultés des Sciences et des Lettres à Paris. La rapidité de la réponse, immédiatement approuvée par tous, montrait combien ces actes de violence criminelle révoltaient les étudiants et les professeurs. Chacun sentit alors que les hommes du complot, misant sur les hésitations de nombreux Français, voulaient intimider le pays et installer au pouvoir des aventuriers qui menaient la fin probable de la guerre d'Algérie. Il était clair que ces chefs de bande n'avaient que mépris pour les hommes d'étude et de savoir désintéressés. Ils pensaient que quelques bombes bien placées réduiraient

au silence étudiants et professeurs. Mais leur calcul, bien qu'ils se soient déclarés spécialistes de l'action psychologique, était faux : en décembre, en janvier, en février, les étudiants et les professeurs poursuivirent leur action malgré les menaces et les coups. Chaque fois qu'un d'entre nous, au nom du syndicat ou d'un des comités de défense créés alors, prenait publiquement la parole, il était certain de recevoir des menaces et souvent aussi une bombe. Pourtant il s'est toujours trouvé des volontaires pour relever les plus exposés, pour soutenir les efforts de nos organisations et les volontaires n'ont pas manqué non plus parmi les étudiants pour protéger les points les plus menacés.

L'entreprise de l'O.A.S. était foncièrement hostile aux droits les plus simples, les plus sacrés des citoyens, elle menaçait les fondements mêmes de toute communauté civilisée; elle préparait le règne du brigandage. Les universitaires se trouvaient menacés dans ce qui fait leur raison de vivre et de travailler; nous avons senti alors que la liberté nous est aussi nécessaire que l'air que nous respirons. Le 6 février, à la Mutualité, au moins dix mille étudiants entendaient les appels des syndicats d'enseignants. Le 13, à la Sorbonne, le recteur venait personnellement assister à une réunion où les professeurs dénonçaient l'entreprise de subversion violente et annonçaient leur détermination de s'y opposer.

CES dates ne sont que quelques points de repère dans un hiver tout rempli des initiatives qui surgissaient partout, chez les étudiants, dans les écoles, dans les lycées. Partout se rencontraient, chez ceux qui enseignent et qui apprennent, la volonté affirmée de défendre, au besoin avec des armes inégales, la liberté de penser, de parler, de vivre dans une communauté légalement gouvernée. Ceux qui ont pris part à ces actions en gardent le souvenir de combats dont on ne voyait souvent pas l'issue, dont le sens était clair mais le déroulement confus. Ils n'étaient pas toujours coordonnés, mais ils se multipliaient. On sentait aussi, trop souvent, les hommes en place se dérober, les citoyens dérouter, prêts à céder à la terreur.

Quand, enfin, une grande manifestation populaire, le 8 février, montra l'indignation et la détermination des Parisiens, elle fut, alors qu'elle tendait seulement à soutenir l'action du gouvernement, violemment réprimée et se termina par la tuerie du métro Charonne.

Depuis un an nous attendons en vain de notre gouvernement la condamnation des hommes responsables de ces horreurs stupides, de ces violences que rien ne justifiait. Les auteurs de ces actes et leurs protecteurs comptent sans doute sur l'oubli que le temps apporte avec lui. Mais les morts d'octobre 61 et de février 62 trouveront toujours des défenseurs, car ils sont morts innocents, pour affirmer que les Français voulaient demeurer des hommes civilisés. Pour nous, l'honneur sera de rester fidèles à l'esprit de ces combats pour la défense du civisme en France et pour les Droits de l'Homme.



LES PARISIENS EN FOULE

ont défilé le mercredi 13 février, de 18 h. 30 à 21 heures, devant le cimetière du Père Lachaise, en hommage aux victimes des brutalités policières de février 1962.

Neuf personnes, hommes, femmes et jeunes gens, participant à une puissante manifestation contre l'O.A.S., avaient, il y a un an, trouvé la mort à la station de métro Charonne : et c'est sur les lieux mêmes du drame qu'avait été prévue tout d'abord la commémoration. Mais les pouvoirs publics s'y opposèrent, suscitant la protestation des organisateurs, qui décidèrent d'appeler la population à venir se recueillir et apporter des gerbes devant le Père Lachaise, où les neuf antifascistes furent enterrés.

C'est sous le signe de l'union la plus large que fut organisé ce défilé. A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O., de la Fédération de l'Education Nationale et de l'U.N.E.F., s'étaient jointes les fédérations du Parti Communiste Français, du Parti Socialiste S.F.I.O., du P.S.U., de l'Union Progressiste, de l'U.D.S.R., du M.R.P., de la Jeune République, ainsi que plusieurs dizaines d'associations et mouvements démocratiques, dont le M.R.A.P.

Le matin, à 10 h. 30, des délégations de tous ces groupements étaient allées fleurir les tombes des martyrs de février à l'intérieur du cimetière. C'est notre président, M. Pierre FARAF, qui conduisait la délégation de notre Mouvement.

Le Bureau National du M.R.A.P. qui participa largement au défilé du soir, était également représenté aux cérémonies qui eurent lieu les jours précédents sur les lieux où les corps de plusieurs des victimes ont été transférés.

Le meeting de l'Hôtel Moderne

(Suite de la page 4)

tature menacent à nouveau nos vies et nos libertés. »

Marcel MERIGONDE, rappelant qu'il est, lui aussi, membre de l'U.N.A.D.I.F., soutient l'appel à l'unité lancé avec émotion par M. Corvin : « Il est normal que nous ayons les uns et les autres des optiques ou des opinions politiques différentes, déclare-t-il. Il est anormal que nous soyons divisés sur des objectifs communs. Peut-être aujourd'hui payons-nous de nos divisions la liberté d'Oberg et Knochen, qui n'aurait pas eu lieu si nous avions été unis. »

Ne pas laisser réhabiliter le nazisme !

André LEROY, secrétaire général de la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes (F.N.D.I.R.P.) retrace le tableau des crimes des deux bourreaux : « Ce sont eux qui avaient baptisé « Nacht und Nebel », « Nuit et Brouillard », les convois de déportés qui portaient pour les camps d'extermina-

tion. Et on espérait, dans la nuit et le brouillard, escamoter leur libération, la cacher aux victimes, aux familles à la France tout entière, qui ne peut avoir oublié leurs crimes. Il n'y a même pas eu un communiqué officiel pour l'annoncer, tellement on avait honte de présenter la chose.

« C'est un outrage à la mémoire de ceux des nôtres qui sont tombés sous leurs coups, un outrage à leurs familles. Mais face à cet outrage subi par la France résistante et martyre, il y a un élément reconfortant. C'est l'unanimité de la Résistance et de la Déportation, de l'Internement qui s'est manifestée en signe de réprobation contre ces libérations. Rarement, depuis la Libération, une telle unanimité avait rassemblé ceux qui, au moment les plus sombres de son histoire, incarnaient la France, comme elle s'est manifestée vendredi dernier au cours de la manifestation silencieuse à la Crypte du souvenir. Cette union vigilante, il nous faut la maintenir, si nous ne voulons pas voir rapidement réhabiliter le nazisme et jeter sur ses crimes le voile de l'oubli. »

Survivre, c'est témoigner

Au nom des organisations invitantes, Charles PALANT, secrétaire général du M.R.A.P., intervient en dernier lieu pour appeler les participants à poursuivre la lutte sur tous les plans contre le nazisme, et à apporter les moyens matériels nécessaires pour mener cette lutte.

Ancien déporté, il évoque les souffrances des camps, mais aussi l'espoir qui animait tous les concentrationnaires. Et à travers un émouvant récit, il montre que même sous l'hitlérisme, des Allemands ont lutté pour la démocratie, ou ont manifesté leur solidarité humaine envers les persécutés. « Nous ne pouvons accepter, s'écrie-t-il, que ces Allemands soient à nouveau menacés, eux aussi, par Oberg, Knochen et leurs pareils ! » Il conclut en soulignant avec force que « survivre, c'est témoigner : témoigner des souffrances, mais aussi des luttes », et ne jamais admettre la réhabilitation des bourreaux d'hier.

Penser à demain

Tirant les leçons de cette exaltante soirée, Marcel Merigonde se félicite à nouveau du « large éventail d'opinions représentées » et souligne que « personne n'a fait appel à la haine ».

« Il ne faut pas se le dissimuler, déclare-t-il, à la veille du traité franco-allemand, la libération d'Oberg et Knochen est lourde de signification. Est-ce un geste gratuit ? Non. C'est un gage donné à l'Allemagne d'Adenauer. Si la « réconciliation » doit passer par là, le pire est à craindre. »

Et il conclut : « Il ne s'agit pas de pleurer, de gémir, de supplier. Nous avons un devoir d'hommes : lutter pour la démocratie. Nous devons penser à demain. »

Souvenirs du 30 janvier 1933

(Suite de la page 12.)

de ses profits. Aux paysans, la majoration du prix du blé (par exemple) et aux consommateurs, la diminution du prix du pain.

De pair avec la démagogie, ils pratiquaient le chantage et la corruption.

L'Allemagne et surtout Bertin, comptaient à cette époque, des millions de chômeurs et grande était la misère dans leurs familles.

Les nazis, dont les caisses étaient remplies, avaient embrigadé des centaines de milliers de chômeurs dans les S.A. et leur payaient les journées de marche et d'exercices. D'autre part, ils avaient acheté dans les quartiers ouvriers, des milliers de bistrotiers en faillite et ils avaient créé ainsi leurs centres de propagande et d'action terroriste contre les opposants.

Pour se blanchir à priori du soupçon d'être à la solde de la grande bourgeoisie allemande, les nazis avaient jeté la fameuse devise : « C'est le capital juif international qui a écrasé l'Allemagne », devise qui correspondait à leur programme, dont l'antisémitisme était un des points principaux.

La démagogie de pair avec la corruption et le chantage politique; il manquait le troisième point : la provocation.

Le soir la logeuse m'appela à nouveau :

— Il y aura sûrement de la provocation et de la casse. Faites atten-

tion malgré votre « figure de Goebels » et ne fêtez pas trop ce jour.

Hitler devait à 8 heures du soir, passer en revue devant la grande Chancellerie, une retraite aux flambeaux (Fackelzug) organisée par le parti nazi pour fêter son avènement.

Les troupes des S.A. à la tête du « Fackelzug » commençaient leur marche de la banlieue de Berlin et devaient passer par Charlottenbourg (quartier résidentiel) et « par hasard », ils se dirigeaient par une ruelle — un îlot d'habitations ouvrières.

Ici se produisit un accident. Un des chefs S.A., Maikovsky, fut tué.

Immédiatement les nazis encerclèrent la rue, une perquisition massive eut lieu. Elle dura toute la nuit et tous les hommes furent emmenés. (La petite rue encerclée par les nazis se trouvait tout près de ma demeure. J'ai entendu toute la nuit le va et vient des voitures et des cris et des appels des nazis).

Le Fackelzug continua sa route vers la Chancellerie où Hitler prononça un de ses grands discours historiques et hystériques.

Le lendemain je sortis pour prendre des nouvelles.

Tous les gens rencontrés avaient l'air anxieux, personne ne voulait parler. L'épicier du coin, que je connaissais depuis longtemps, répondait à toutes les questions qu'on lui posait :

— Comment voulez-vous que je sache?